



## Tunisie : La mise en œuvre des réformes s'est nettement améliorée, note le FMI

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé, le 6 juillet 2018, la troisième revue du programme économique de la Tunisie appuyé par un arrangement dans le cadre du mécanisme élargi de financement (FEP). L'achèvement de La revue permet aux autorités tunisiennes d'acheter un montant équivalent à 176,7824 millions de DTS (environ 249,1 millions de dollars EU), portant le total des achats au titre de l'arrangement à l'équivalent de 808,1485 millions de DTS (environ 1 139,0 millions de dollars EU).

Le programme de réforme du gouvernement, soutenu par l'arrangement FEP, vise à renforcer la reprise en réduisant les vulnérabilités macroéconomiques, en garantissant une protection sociale adéquate et en encourageant une croissance génératrice d'emplois et impulsée par le secteur privé. Les priorités comprennent des réformes favorables à la croissance et socialement responsables visant à stabiliser la dette publique tout en augmentant les investissements et les dépenses sociales. La politique monétaire est axée sur la maîtrise de l'inflation, la poursuite de la flexibilité du taux de change et le renforcement des réserves internationales. Les réformes structurelles soutenues dans le cadre de l'accord sont axées sur l'amélioration de la gouvernance, le climat des affaires, les institutions budgétaires et le secteur financier.

### **Croissance accélérée, confiance améliorée**

Suite à la discussion du Conseil d'administration sur la Tunisie, Mitsuhiro Furusawa, Directeur général adjoint et Président par intérim, a fait la déclaration suivante:

“La croissance s'est accélérée au début de 2018 et la confiance s'est améliorée, mais les déséquilibres macroéconomiques persistent. Le chômage n'a baissé que marginalement, l'inflation est élevée, le budget et les déficits du compte courant sont importants et les réserves internationales sont inférieures au niveau recommandé.

“La mise en œuvre des politiques et des réformes s'est nettement améliorée depuis la deuxième revue. Les autorités tunisiennes restent fermement attachées à une approche progressive et équilibrée sur le plan social de l'ajustement macroéconomique, qui est soutenue par l'accord quadriennal conclu dans le cadre de la facilité élargie de financement. Le succès du programme des autorités dépend des efforts soutenus déployés pour réduire les vulnérabilités macroéconomiques, assurer une protection sociale adéquate et favoriser la création d'emplois.

“Atteindre les objectifs budgétaires des autorités nécessite qu'il soit fait face aux pressions budgétaires. Les priorités politiques pour 2018 comprennent une meilleure collecte des recettes, des ajustements des prix énergétiques pour limiter l'impact des prix internationaux du pétrole sur le budget, des départs volontaires pour les fonctionnaires, l'absence de nouvelles hausses salariales et une réforme des retraites.

“La récente hausse significative du taux d'intérêt directeur démontre le fort engagement de la banque centrale en faveur de la stabilité des prix. D'autres hausses de taux pourraient être nécessaires si l'inflation ne ralentissait pas, d'autant plus que les taux d'intérêt directeurs restent négatifs en termes réels.

### **Maintien du soutien financier**

“La flexibilité du taux de change, soutenue par des enchères de devises de banques centrales plus compétitives, est essentielle pour aider à améliorer la position du compte courant et à reconstituer les réserves internationales.

“Les autorités ont augmenté les transferts sociaux et progressé avec la base de données sur les familles vulnérables. La réforme des retraites, ainsi que les efforts visant à mieux cibler les politiques sociales, devraient être accélérés.

“Le guichet unique pour les investisseurs et la liste négative des autorisations d'investissement sont des signaux positifs pour les investisseurs. Les priorités de la réforme structurelle à l'avenir comprennent la nomination des membres de la Haute Autorité de lutte contre la corruption et la bonne gouvernance et les réformes du régime de lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme.

“Une forte mise en œuvre du programme des autorités est essentielle pour atténuer les risques économiques, sociaux et politiques. Sur la base du partenariat solide avec la communauté internationale des donateurs, il sera important de maintenir un soutien financier et un renforcement des capacités solides des donateurs pour assurer une transition réussie vers une économie qui favorise la croissance inclusive avec le secteur privé comme moteur principal.

**Source : African Manager**